

"D'un tissu social éclaté,  
à la consolidation de la  
démocratie".

- art. in "Témoignage  
Chrétien"

Fundação Cuidar o Futuro



Abril '84

MARIA DE LOURDES PINTASILGO

*Ambassadeur du Portugal*

*auprès de l'Unesco*

Fundação Cuidar o Futuro

# D'un tissu social éclaté 1

## à la consolidation de la démocratie

Au lendemain du 25 Avril le Portugal bouillonnait de participation et d'initiative. Où en sommes-nous 10 ans après?

Ce qui m'intéresse le plus - et me semble avoir une valeur d'expérience qui déborde les frontières du Portugal - est l'interprétation des phénomènes qui ont traversé le tissu social portugais pendant ces 10 années. Ce qui est net dans cette expérience c'est l'importance du tissu social en tant que réalité antérieure à tout projet politique et, en même temps, sa fragilité face au jeu politique du rapport de forces. Mais venons-en aux faits.

Depuis le 25 Avril, on peut déceler sommairement trois grandes étapes.

La première étape concerne la période 74/76 jusqu'à la mise-en-place des institutions de la démocratie représentative prévues dans la Constitution.

La population s'organisait spontanément pour répondre à tous les besoins qui touchaient de près chaque groupe social. Il y avait les comités de quartier, les comités de travailleurs dans les entreprises, la participation des élèves dans la gestion démocratique des écoles, des groupes qui décidaient de faire des crèches, des jardins d'enfants, de l'alphabétisation, de l'auto-construction pour remplacer des lieux d'habitation inhumains...une multiplicité d'initiatives qui, en rejetant, souvent de façon explicite, un passé de répression et de passivité, étaient surtout le fruit d'une grande vague de générosité. C'était un grand mouvement de masses, sans "timonier", essayant de façon joyeuse et parfois naïve de répondre aux besoins es-





sentiels de la population.

Le tissu social apparaissait dans la variété de ses couleurs et de ses expressions. Il se présentait soudé, fort, capable de déterminer l'évolution du pays. Pour un temps l'état "napoléonique" portugais était mis entre parenthèses. Dans un sens, la société se produisait elle-même. Car en elle tout se disloquait. Tous les acteurs se trouvaient au centre de plusieurs enjeux. Tous les enjeux, sitôt perçus, faisaient jaillir la parole et émerger l'acte chez des acteurs jusque-là potentiels. Dans le creux historique, une aventure sans commune mesure avec ce qui avait été notre passé semblait naître. Nous parlions à l'époque "d'une voie originale"... Nous croyions être en mesure de nous donner un destin... Tous les ingrédients susceptibles de façonner une démocratie vivante étaient présents. Le peuple - à tous les niveaux de la structure sociale - se donnait des objectifs bien concrets et mettait tout en oeuvre pour les atteindre.

Fundação Cuidar o Futuro

Cependant, cette démocratie n'a pas été perçue comme telle par ceux qui auraient dû en être les garants. Les dirigeants politiques, issus de familles "doctrinaires" bien précises, n'ont pas saisi la mouvance où ils étaient entraînés. ~~Pour les uns, il s'agissait de l'utiliser à des buts partisans; pour les autres il s'agissait de freiner ce mouvement qui bousculait leur vision technocratique de la chose politique.~~

L'intelligentsia portugaise - de même que les membres de l'intelligentsia étrangère qui nous visitaient pleins d'enthousiasme - n'ont pas été à même d'interpréter la grande éclosion de volonté populaire dans une nouvelle perspective de la société à notre époque ni d'esquisser les structures et les institutions qui en auraient fait l'atout le plus important pour un véritable changement en profondeur de la société portugaise.

C'était la période des gouvernements dirigés par le Parti Socialiste et des gouvernements dits d'initiative présidentielle. L'instabilité politique a caractérisé cette période, non seulement à travers les changements de gouvernement mais aussi à travers les aléas que la "clientèle" arrivée aux différents échelons du pouvoir par la main de la plupart de ces gouvernements nécessairement créait dans la gestion des affaires publiques.

Le tissu social ne pouvait pas ne pas en subir les conséquences. L'attente face aux nouveaux venus, la déception face aux décisions et aux comportements de beaucoup d'entre eux, la perplexité d'un peuple à l'époque majoritairement de gauche face à un "socialisme dans le tiroir", tout cela cassait de l'intérieur les initiatives nées à une époque d'espoir et de confiance solidaire.

En même temps, les clivages idéologiques, répercutés par les organes des partis et par leurs alliés dans la communication sociale ou dans d'autres institutions sociales, divisaient de plus en plus la population.

Graduellement, les véritables enjeux s'estompent, en laissant sur le terrain leur seule caricature.

La possibilité de solutions neuves paraissait écartée définitivement. Il n'y avait que l'affrontement des clichés et des slogans issus de l'appartenance à des idéologies sommaires. L'étiquette idéologique, mise sur chaque acte et chaque initiative, a rongé, du dedans, le tissu social qui a commencé à céder face aux grandes appareils des partis.

L'initiative populaire est devenue un enjeu trop important pour que les partis politiques passent à côté. C'est ainsi qu'une véritable "récupération" de beaucoup de ces initiatives par les appareils des partis a eu lieu.



Il s'agissait dans ce cas de partis à fort pourcentage de militants capables de saisir des opportunités qui leur apparaissaient toutes prêtes.

D'autres partis, par contre, ne voyaient dans ces initiatives que de "l'agitation" et de "l'utopie gauchiste", mettant en cause des hiérarchies bien établies et faisant basculer des équilibres acquis depuis peu.

Cependant, cette période a joué aussi un rôle important par rapport aux nouveaux modes d'organisation populaire. Dans le cadre constitutionnel et en suivant la tradition législative des démocraties représentatives, on a fait des lois qui ont donné droit de cité aux associations, aux coopératives et à d'autres formes connues d'organisation.

Mais il y a eu, existentiellement, une contradiction: tandis que la loi réglementait les formes d'association, la pratique de la plupart des gouvernements ne prenait comme partenaires sociaux que les organisations patronales et syndicales, en marginalisant de façon presque absolue tous les autres acteurs du changement social.

La troisième étape est celle de la victoire des forces conservatrices. Les groupes et associations s'affriment, ils n'ont plus de crédit, plus d'appui; les groupes de théâtre démandent une salle qu'ils n'obtiennent jamais; les coopératives agricoles n'ont de crédit que dans la mesure où elles sont déjà riches; la vie devient de plus en plus difficile, en rétrécissant les possibilités ouvertes à chacun. Le narcissisme s'installe chez les uns; le manque et le simple besoin de survivre ont le dessus chez d'autres. Un climat général de passivité et de scepticisme face à des initiatives ou à des hypothèses d'initiatives résulte de ce chemin bloqué.



Les groupes se referment; là où il y avait de l'élan, certains cèdent, d'autres s'en vont.

Et, cependant, il y a, en même temps, les "survivants"! Tous ceux qui ont refait leur chemin, analysé leur expérience, ont recommencé, infléchi, ou simplement continué ce qu'ils avaient entamé. Malgré tout, ils sont des centaines ces groupes-là! Les coopératives agricoles (pour la production du vin, du lait, du concentré de tomate), les groupes d'artisans potiers (articulant leur travail avec les centres de culture les plus proches), les coopératives de ventes de biens essentiels à des prix accessibles au consommateur, les troupes de théâtre expérimental, les centres d'animation culturelle... Ceux-là maintiennent un haut niveau de dévouement, croient à ce qu'ils font et prennent les enjeux avec la maturité nécessaire en ce moment, en étant pragmatiques et lucides.

Partis d'une mobilisation massive, nous voici aujourd'hui, dix ans après, ayant acquis le vote mais ayant perdu dans une large mesure les conditions nécessaires à une mobilisation renouvelée.

Nous rejoignons ainsi le malaise actuel de la démocratie représentative en Europe: le vote qui dit "non" n'est pas un vote de soutien, d'unité participative.

Pour une large partie cette situation découle du caractère mythique que l'on a attribué à la démocratie en tant que concept.

La démocratie peut être un but à un moment donné de l'histoire, face à l'autocratie ou à la dictature. Mais une fois la démocratie mise en place, ses institutions consolidées, elle ne peut plus continuer à être son propre but.

La démocratie moderne si elle veut être davantage que le fonctionnement formel des appareils de l'Etat, a besoin de se donner des finalités.



S'il n'en est pas ainsi, la démocratie, même dans ses institutions les plus solides, se vide de son propre contenu et s'annule elle-même.

Les membres de l'Assemblée Constituante du Portugal, l'ont bien compris quand au printemps de 76 ils ont voté les articles qui donnent à la démocratie portugaise deux versants complémentaires: celui de la démocratie représentative et celui de la démocratie directe.

En effet, outre l'affirmation nette que "les citoyens ont le droit de participer à la direction des choses publiques, soit directement, soit à travers leurs représentants légitimement élus", la Constitution dit explicitement: à l'article 112 (Participation politique des citoyens) "La participation directe et active des citoyens dans la vie politique est une condition et un instrument fondamental pour la *consolidation* du système démocratique".

Ces formes de participation directe ne sont autres que les mille manières que la société trouve dans son effort d'auto-organisation pour pouvoir répondre à son propre devenir. Il s'agit, donc, d'une consolidation de la démocratie -ou de son "approfondissement", comme certains d'entre nous insistons à le dire - pour répondre aux besoins de notre temps.

Au lendemain des présidentielles de 1980, j'ai dit que la tâche prioritaire était dorénavant "la réactivation du tissu social". Défi que nous essayons davantage aujourd'hui à relever. But que l'histoire récente d'autres démocraties impose à tous ceux qui, en vivant là où ils ont une pratique sociale et politique bien concrète, savent qu'ils sont partie prenante d'un enjeu planétaire.

*Amândeo Pinheiro*

